

Note de conjoncture n°20

3^{ème} trimestre 2025

1. En bref

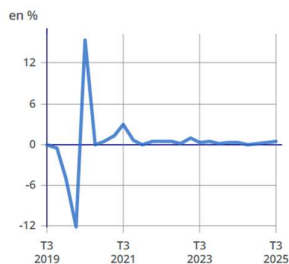
Derniers indicateurs conjoncturels :

- La consommation des ménages en biens augmente de nouveau en septembre 2025 (+0,3 % après +0,2 %),
- Le PIB accélère au troisième trimestre 2025 (+0,5 % après +0,3 %),
- En octobre 2025, les difficultés de demande augmentent fortement dans les travaux publics,
- En octobre 2025, les perspectives de mises en chantier rebondissent,
- En octobre 2025, la confiance des ménages se redresse,
- En octobre 2025, le climat des affaires dans l'industrie du bâtiment se replie,
- En octobre 2025, les industriels anticipent une hausse de la demande,
- En octobre 2025, le climat des affaires dans les services se replie,
- En septembre 2025, les prix du pétrole et du gaz continuent de baisser,
- Repli des créations d'entreprises en septembre 2025.

Indicateurs clés :

Croissance économique

3e trim. 2025 : +0,5 %



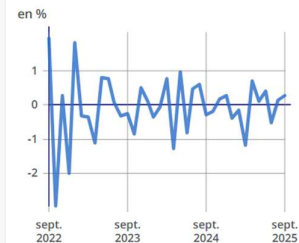
Inflation

septembre 2025 : +1,2 %



Consommation des ménages en biens

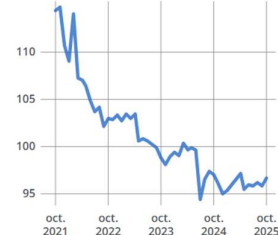
septembre 2025 : +0,3 %



Climat des affaires

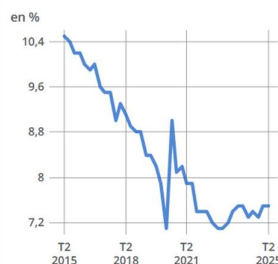
octobre 2025 : 97

moyenne de longue période=100



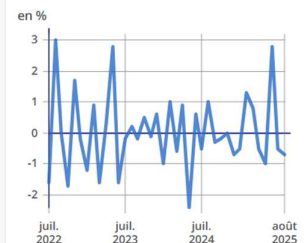
Chômage y compris les DOM

2e trim. 2025 : 7,5 %



Production industrielle (manufacturière)

août 2025 : -0,7 %



Octobre 2025

Matières premières & Energie :

En septembre 2025, le prix du pétrole en euros diminue de nouveau (-1,7 % sur un mois après -4,0 % en août), tout comme celui du gaz (-1,1 % après -3,7 %). À l'inverse, les prix en euros des matières premières importées (hors énergie) accélèrent sur un mois (+2,4 % après +0,9 %) et augmentent de 1,2 % sur un an. Les prix en euros des matières premières industrielles accélèrent (+2,6 % après +0,4 %) et augmentent de 5,5 % sur un an. Les prix des matières premières stratégiques sont plutôt orientés à la hausse. Enfin, les prix en euros des matières premières alimentaires accélèrent aussi sur un mois (+2,2 % après +1,3 %) mais baissent de 2,1 % sur un an.



Les prix en euros des matières premières industrielles accélèrent

En septembre 2025, les prix en euros des matières premières industrielles accélèrent sur un mois (+2,6 % après +0,4 % en août). Sur un an, ils sont en hausse de 5,5 %.

Les prix des matières minérales augmentent de nouveau (+3,5 % après +0,7 %). Les prix des métaux précieux accélèrent fortement (+8,5 % après +0,7 %), principalement du fait de la hausse du cours de l'or. Les prix des métaux non ferreux rebondissent (+1,9 % après -0,2 %) et ceux des métaux ferreux poursuivent leur hausse pour le troisième mois consécutif (+2,2 % après +2,6 %). Sur un an, les prix des matières minérales augmentent de 7,7 %, tirés par la forte hausse des prix des métaux précieux (+33,9 %).

Les prix des matières premières agro-industrielles baissent pour le septième mois consécutif (-3,2 % après -1,7 %). Les prix des bois sciés de conifères baissent de nouveau (-10,3 % après -3,9 %), tout comme ceux de la pâte à papier (-3,1 % après -1,5 %) et des bois sciés tropicaux (-0,4 % après -0,1 %). À l'inverse, les prix du cuir rebondissent (+3,0 % après -1,0 %). Les prix des fibres textiles naturelles augmentent de nouveau (+1,9 % après +0,4 %), tout comme ceux du caoutchouc naturel qui poursuivent leur hausse depuis quatre mois (+1,4 % après +1,9 %). Sur un an, les prix des matières premières agro-industrielles baissent de 8,0 %, en raison notamment de la baisse des prix de la pâte à papier (-17,6 %) et du caoutchouc naturel (-13,3 %).



Octobre 2025

2. Statistiques du Ministère de la Transition Ecologique

📊 Derniers chiffres :

- +2,8 % hausse des autorisations à la construction de logements en septembre 2025,
- 1 041 réseaux de chaleur en France en 2024,
- 23 % des entreprises privées ont atteint l'objectif de verdissement de leurs achats automobiles en 2024,
- 8,2 t CO₂ éq. empreinte carbone moyenne d'un Français en 2024,
- 23 agglomérations ont connu en 2024 des dépassements des normes réglementaires de qualité de l'air pour 4 polluants.

📊 Construction de logements - Résultats à fin septembre 2025

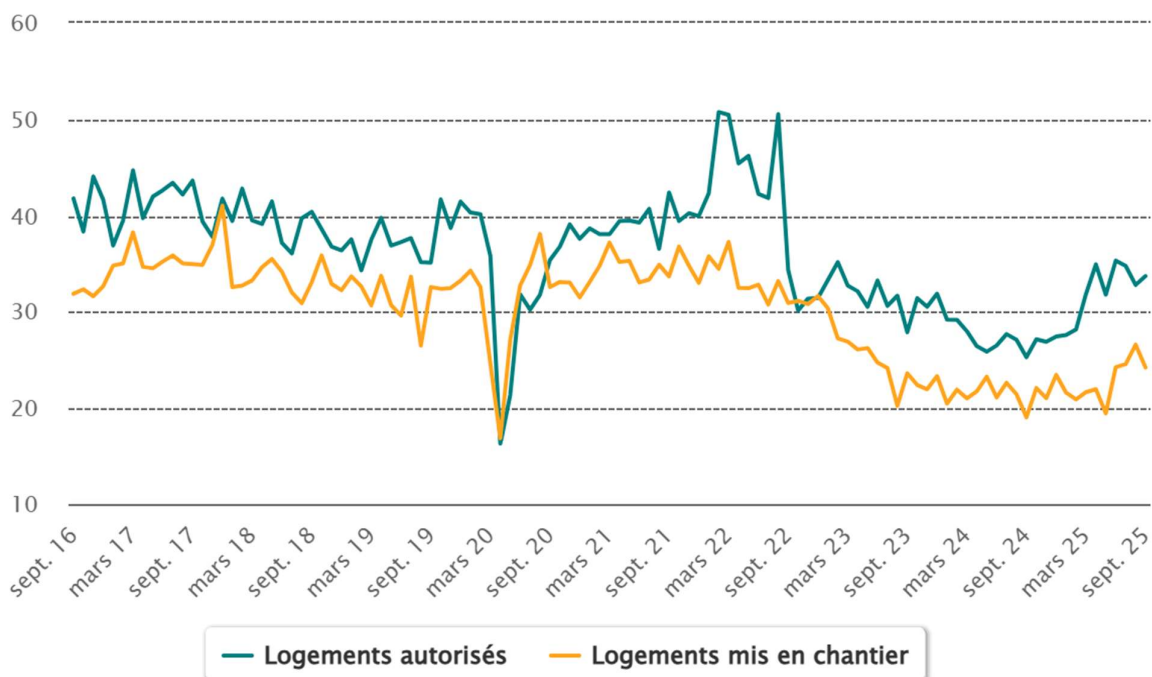
En septembre 2025, les autorisations de logements repartent légèrement à la hausse par rapport au mois d'août (+ 2,8 % en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables), atteignant 33 745 unités. Ce rebond intervient après deux mois consécutifs de baisse (- 5,7 % en août et - 1,5 % en juillet). Les autorisations sont à un niveau proche du début de 2023, compte tenu du dynamisme observé en début d'année après deux années peu favorables. La hausse de septembre concerne principalement les logements collectifs, tandis que les autorisations de logements individuels diminuent légèrement.

D'octobre 2024 à septembre 2025, 372 731 logements ont été autorisés à la construction, soit 11,9 % de moins que la moyenne des cinq années précédentes.

Nombre de logements autorisés et mis en chantier au mois le mois (données CVS-CJO)



En milliers de logements



Octobre 2025

En septembre 2025, les autorisations de logements individuels enregistrent une légère baisse de 1,6 % par rapport à août, pour s'établir à 11 551 unités. Sur douze mois, leur total reste inférieur de 23,8 % à la moyenne des cinq dernières années. Ce repli mensuel concerne principalement les logements individuels purs, tandis que les autorisations pour l'individuel groupé sont quasiment stables.

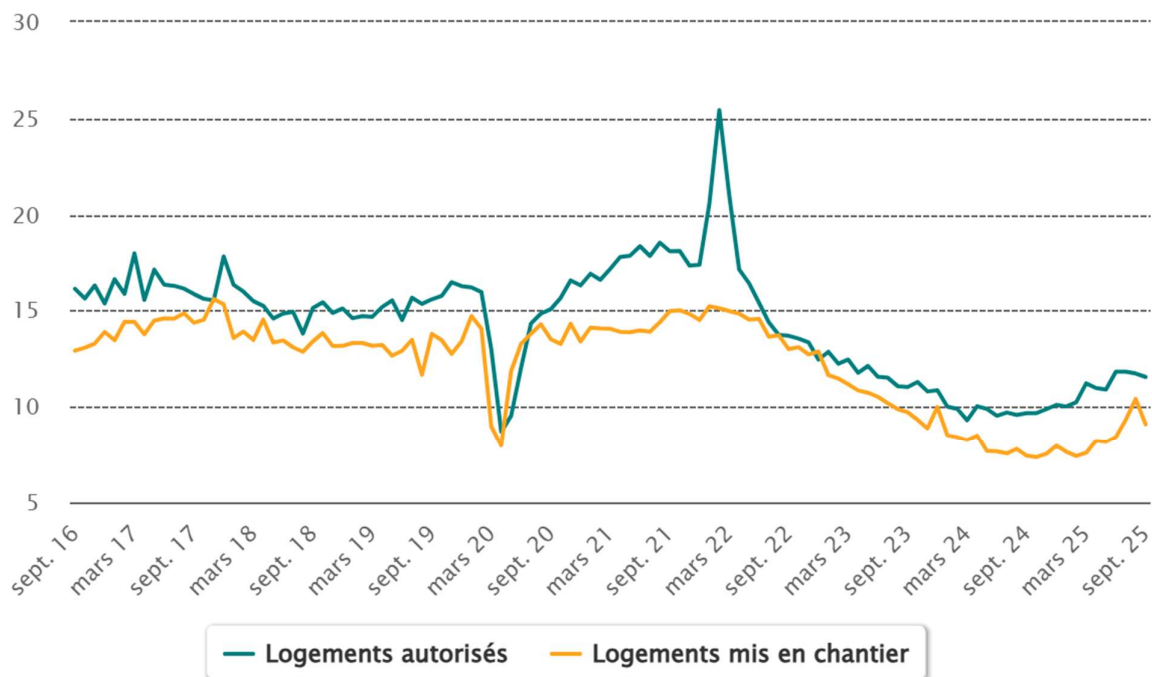
Les mises en chantier de logements individuels diminueraient de 12,7 % en septembre 2025, une baisse plus forte dans l'individuel pur que dans l'individuel groupé. Sur douze mois, le cumul demeure nettement en retrait, de 32,1 %, par rapport à la moyenne observée sur les cinq années précédentes.

Les autorisations de logements collectifs, incluant les résidences, enregistrent une hausse de 5,3 % en septembre 2025 pour atteindre 22 194 unités. Cette progression s'explique par une très forte augmentation des logements en résidence, tandis que les logements collectifs ordinaires sont en légère baisse. Au cours des douze derniers mois, le nombre total d'autorisations de logements collectifs est inférieur de 3,8 % par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Ce résultat s'explique par une diminution des logements collectifs ordinaires, tandis que les logements en résidence sont en progression.

Nombre de logements individuels au mois le mois (données CVS-CJO)



En milliers de logements

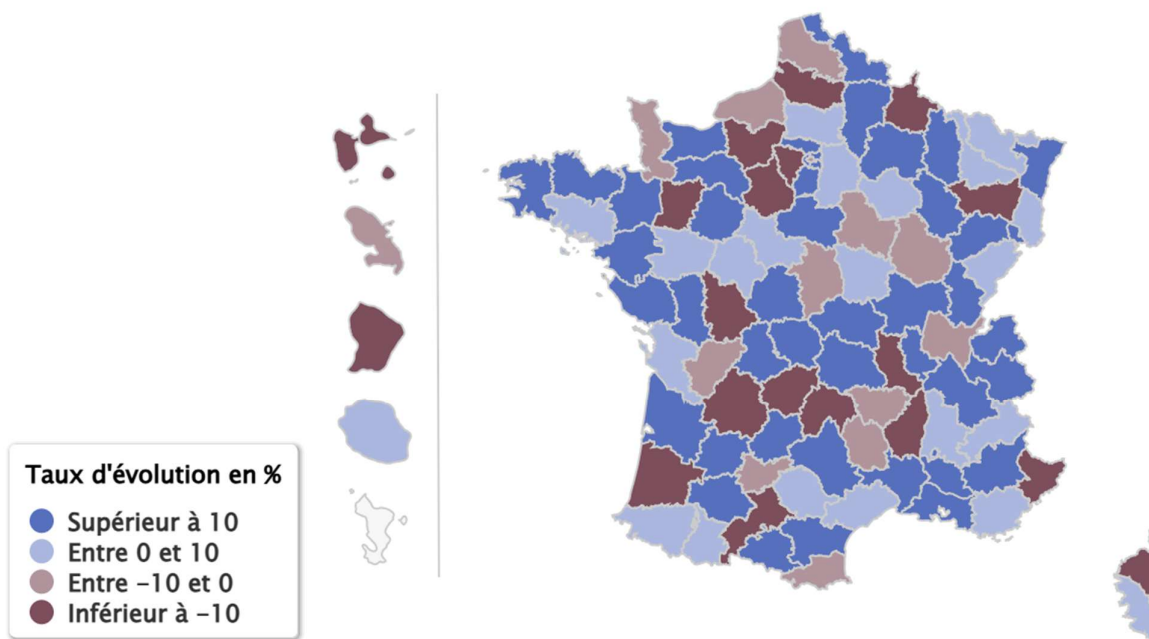


Les ouvertures de chantiers de logements collectifs, y compris en résidence, diminueraient de 6,4 % en septembre par rapport à août, atteignant 15 170 unités. Cette baisse provient des logements collectifs ordinaires alors que les logements en résidence augmentent. Sur douze mois, le cumul reste inférieur de 16,8 % à la moyenne des cinq dernières années, les mises en chantier des logements collectifs ordinaires s'étant fortement contractées.

Octobre 2025

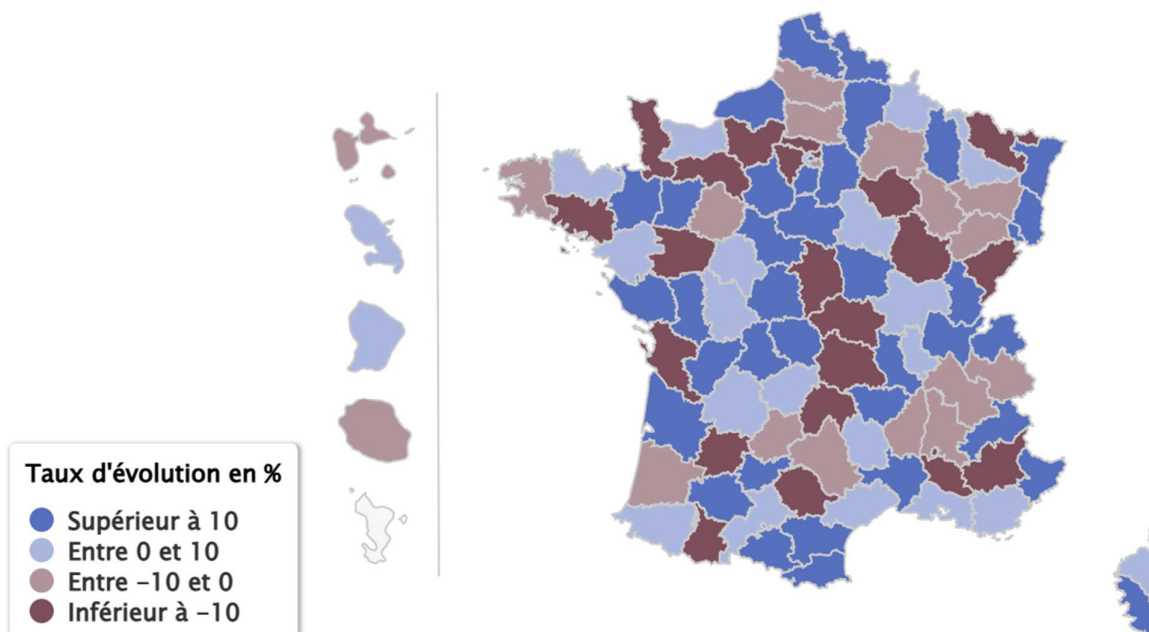
Logements autorisés

(douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents)



Logements mis en chantier

(douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents)



Octobre 2025

Construction de locaux : résultats à fin septembre 2025

Au troisième trimestre 2025, les enregistrements d'autorisation à la construction de locaux non résidentiels s'élèvent à 10,6 millions de m² et sont en augmentation (+ 3,5 %) par rapport au même trimestre un an plus tôt.

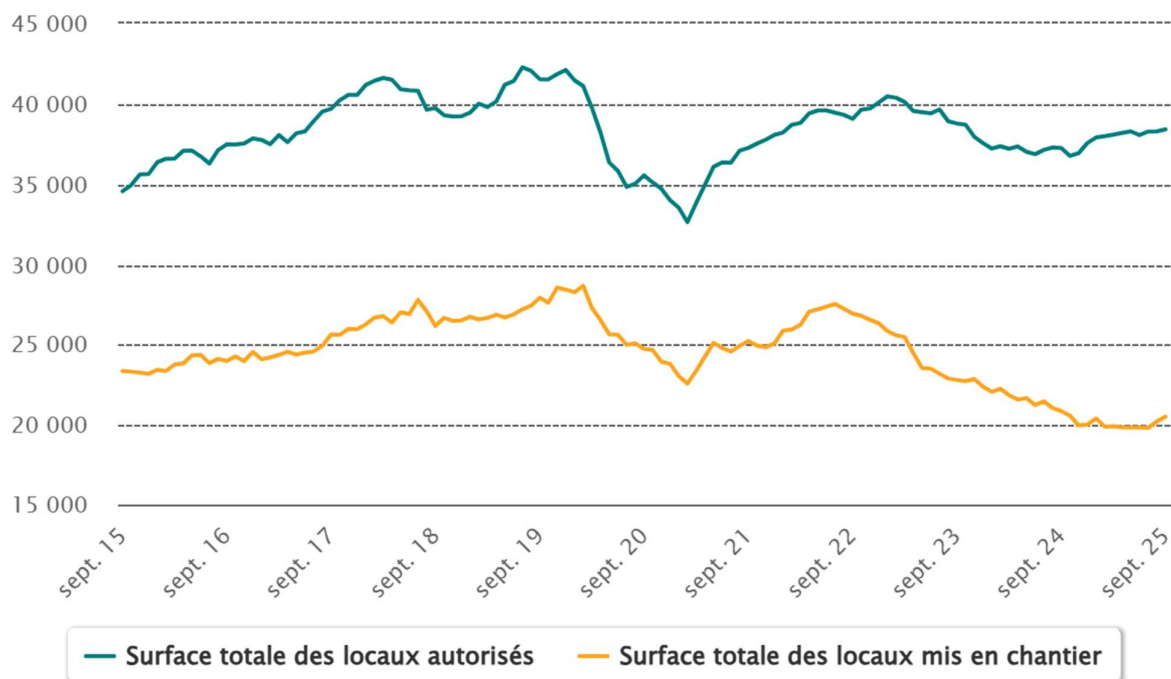
Toujours sur cette même période, 5,6 millions de m² de locaux non résidentiels ont été mis en chantier, en progression (+ 13,8 %) par rapport à la même période un an auparavant.

Sur les douze derniers mois, d'octobre 2024 à septembre 2025, les autorisations de locaux non résidentiels enregistrées s'élèvent à 38,4 millions de m² et augmentent (+ 3,1 %) par rapport aux mêmes douze mois un an plus tôt.

Durant cette même période, avec 20,5 millions de m², les enregistrements de mises en chantier sont en légère baisse (- 1,7 %) par rapport aux douze mois précédents.

Surface de locaux non résidentiels cumulée sur 12 mois

En milliers de m²



Octobre 2025

3. Flash conjoncture France - État des lieux du secteur de la construction au 3e trimestre à fin septembre (Direction générale du Trésor)

L'activité dans le secteur de la construction se stabiliserait en fin d'année, après un très léger repli au 3^e trimestre.

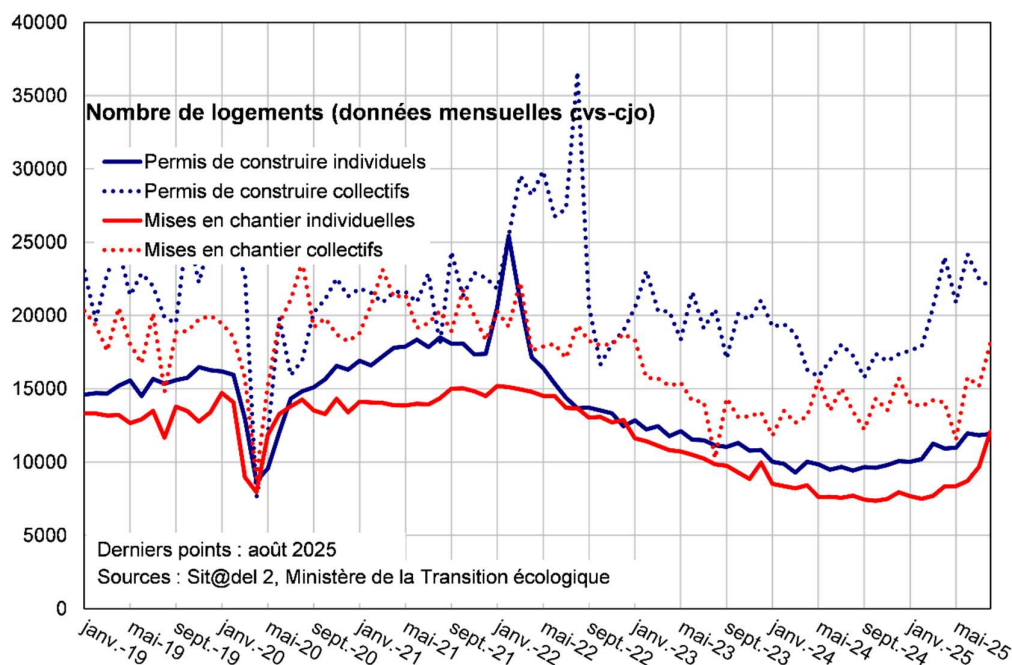
L'activité dans le secteur de la construction (bâtiment et travaux publics) constitue le pendant côté offre de la demande portée à la fois par l'investissement des ménages en construction (logement neufs et entretien-amélioration) et par celui des entreprises et des APU dans le bâtiment non résidentiel (entrepôts, bureaux, locaux commerciaux, etc.).

Du côté de la demande des ménages, plusieurs signaux vont dans le sens d'une légère reprise de l'investissement en construction au 3^e trimestre. La production de crédits immobiliers continue d'augmenter en cumul annuel en août, portée par la baisse des taux directeurs de la BCE depuis juin 2024. Le taux sur les nouveaux crédits immobiliers s'établit à 3,02 % en août, après un pic de 4,17 % en juillet 2024, et est globalement stable depuis avril 2025.

En conséquence, selon les données du service des données et études statistiques (SDES) du ministère de la Transition écologique, **les permis de construire dans le résidentiel ont redémarré dès le 3^e trimestre 2024 et augmentent en continu depuis.** Ils ont fortement accéléré au 2^e trimestre 2025 (+17,5 %) avant de se stabiliser au 3^e trimestre. Cette légère baisse est par ailleurs portée par le collectif (appartements en immeuble), tandis que **l'individuel (immeuble individuel, maison, dont lotissement) maintient sa tendance à la hausse.**

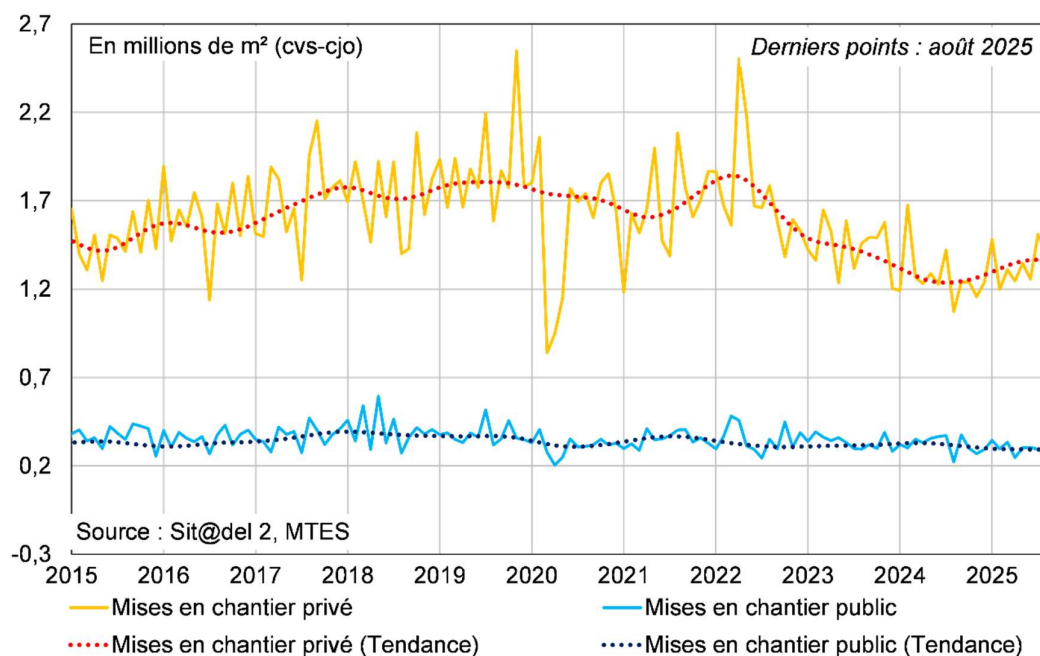
Les mises en chantier, qui suivent les permis de construire avec retard, ont redémarré depuis le 2^e trimestre 2025. En août 2025, elles ont augmenté de 42 % en glissement annuel, soit un acquis de +27,5 % pour le 3^e trimestre. Cette accélération s'observe autant dans le collectif que dans l'individuel, comme observé dans le graphique 1.

Graphique 1 : Permis de construire et mises en chantier : individuel et collectif



Le non résidentiel, qui inclut l'investissement en construction des administrations publiques et des entreprises, confirme également sa reprise. En 2024, les dépenses des administrations publiques avaient largement soutenu le secteur du bâtiment non résidentiel avec la résilience des mises en chantier du public (+7,6 %, contre -6,1 % pour les entreprises, pour l'investissement en construction). **En 2025, les mises en chantier progressent nettement** (l'acquis en août pour le 3^e trimestre s'élevant à +11,4 %), une hausse désormais **portée par le secteur privé**, dont la tendance est à la hausse depuis août 2024, comme observé dans le graphique 2.

Graphique 2 : Mises en chantier dans le non résidentiel



4. Conjoncture bâtiment – Construction, rénovation, activité et emploi BTP (FFB – Fédération Française du Bâtiment)

Le neuf à fin septembre 2025

Partant de très bas, le logement neuf continue de se redresser. De fait, les mises en chantier et permis progressent respectivement de 9,3 % et 16,2 % entre les sept premiers mois 2024 et 2025, l'individuel et le collectif portant tous deux le mouvement.

Pour autant, la tendance 2025 en rythme annuel sur sept mois reste faible, à seulement 289 000 logements commencés, contre 359 000 en moyenne par an depuis 1986. Pour les prochains mois, l'individuel continuerait sur sa lancée, en lien avec l'envolée de 39,1 % des ventes dans le diffus neuf.

En revanche, des inquiétudes se font jour concernant le collectif, qui subirait le contrecoup du plan de relance Action Logement – CDC Habitat, la chute des ventes des promoteurs aux investisseurs institutionnels (-22,2 %) l'illustrant déjà, sans relais du côté des ventes à particuliers (-5,6 %) pénalisées par l'effondrement de moitié de l'investissement locatif. Il convient donc de rester prudent sur une véritable sortie de crise du logement neuf, d'autant que le marché du crédit immobilier pourrait à nouveau se durcir et l'environnement institutionnel se tendre, entre instabilité gouvernementale et recherche d'économies budgétaires.

Quant au non-résidentiel neuf, il demeure quasiment atone, sans signe de reprise ni de nouveau plongeon. En cumul de janvier à juillet 2025 par rapport à la même période un an auparavant, les surfaces commencées se replient encore de 1,6 %, pour s'afficher à très bas niveau, de 20,9 millions de mètres carrés en rythme annuel. Plus précisément, la lourde baisse des bureaux et bâtiments publics se trouve compensée par la dynamique des autres segments. Sur la même période, les surfaces autorisées progressent un peu d'environ 3 %.

Statistiques marché logement neuf en glissement annuel sur 7 mois



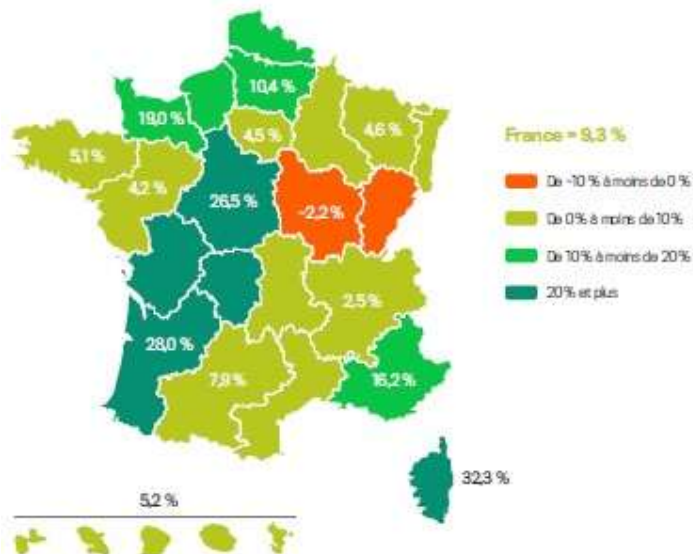
Statistiques marché non-résidentiel en glissement annuel sur 7 mois

SURFACES COMMENCÉES -1,6 % SURFACES AUTORISÉES +3,4 %

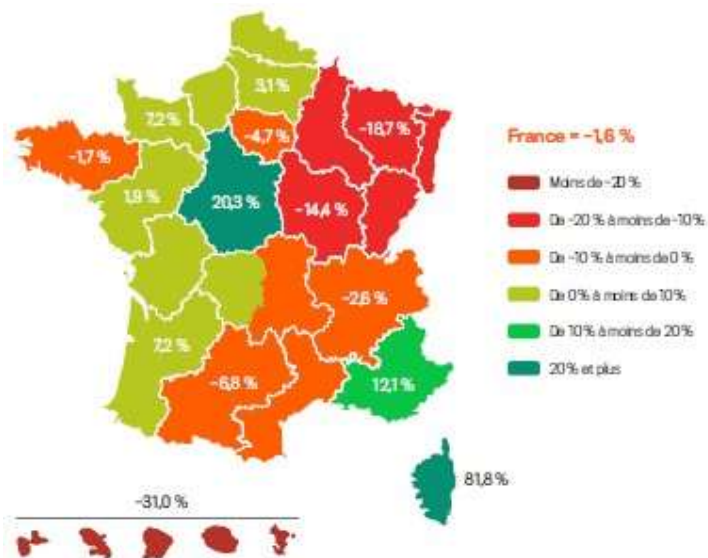
Octobre 2025

Statistiques de mises en chantier par région en glissement annuel sur 7 mois

Logement : La progression nationale relevée depuis début 2025 se diffuse sur tout le territoire, hormis Bourgogne-Franche-Comté en léger repli.



Non-résidentiel : Une large partie de la moitié ouest de la France et sa frange nord connaissent une amélioration depuis début 2025, alors que la moitié est souffre encore.



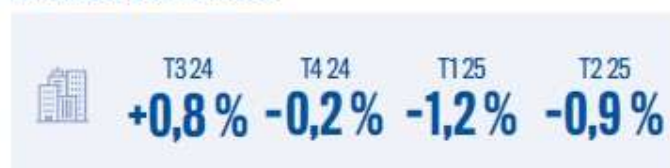
L'entretien amélioration à fin juin 2025

L'entretien-amélioration confirme sa baisse, à $-0,9\%$ pour l'activité en volume entre les deuxièmes trimestres 2024 et 2025, pénalisé au premier chef par le logement ($-1,0\%$), le non-résidentiel se repliant plus faiblement ($-0,6\%$). Sur le seul segment de la rénovation énergétique, le logement amplifie largement son recul ($-2,1\%$), alors que le non-résidentiel résiste ($+0,5\%$).

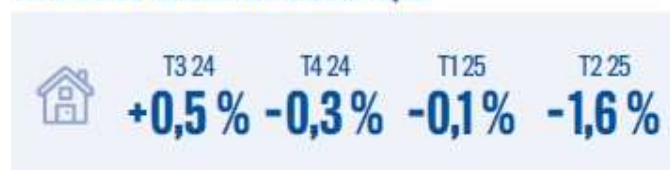
À l'horizon de l'automne, les perspectives pour l'ensemble de l'entretien amélioration se maintiennent en baisse.

En glissement annuel en volume

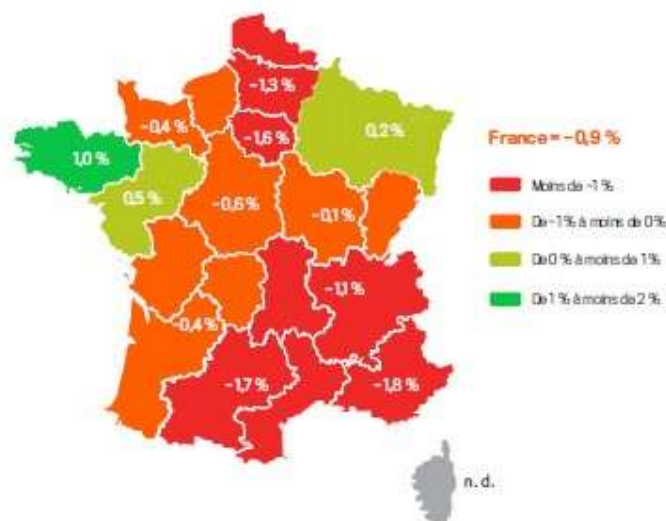
ENSEMBLE DES TRAVAUX



TRAVAUX DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

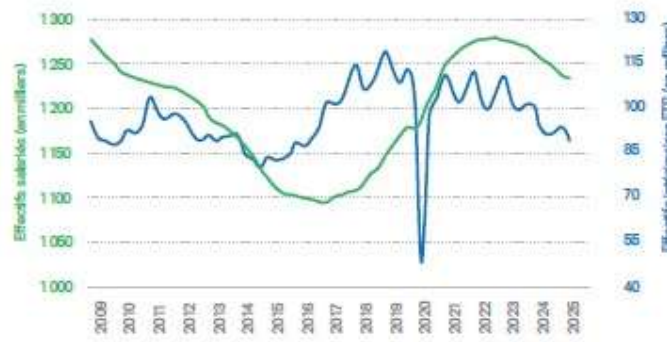


T2 2025 / T2 2024 : Hormis la Bretagne, les Pays de la Loire et le Grand Est, toutes les régions enregistrent une baisse de leur volume d'activité d'ensemble.

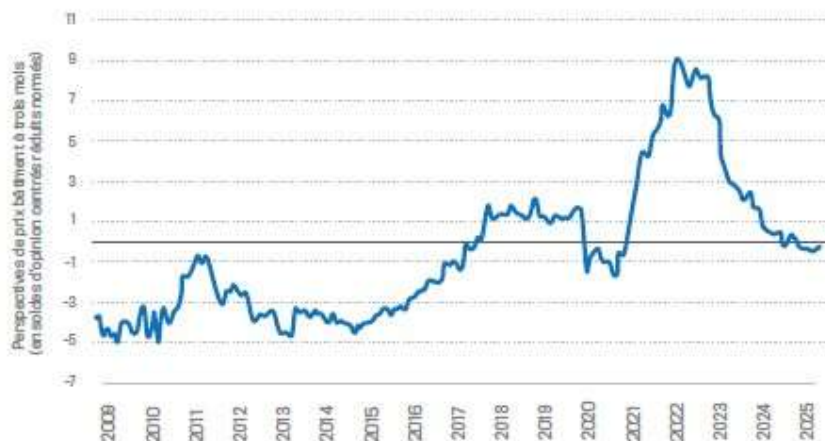


L'emploi à fin juin 2025

Malgré le recul du volume d'activité bâtiment de 6,1 % entre les premiers semestres 2024 et 2025, l'emploi continue de résister (-2,1 %), même si un peu moins de 30 000 postes, dont 22 000 salariés, ont tout de même été détruits dans le secteur. À l'horizon de l'automne, les chefs d'entreprise de plus de dix salariés se montrent un peu plus optimistes sur l'emploi salarié du secteur. En outre, les défaillances ont amorcé un repli dans le bâtiment entre les premiers semestres 2024 et 2025 (-1,7 %). En conséquence, la baisse de l'emploi ne devrait pas accélérer sur le second semestre.



La situation financière des entreprises à fin août 2025



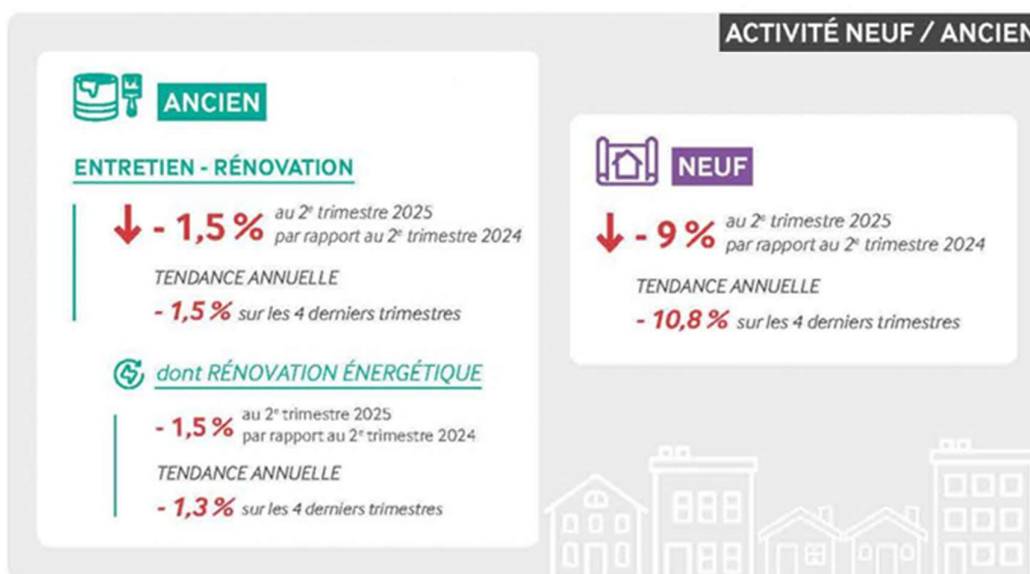
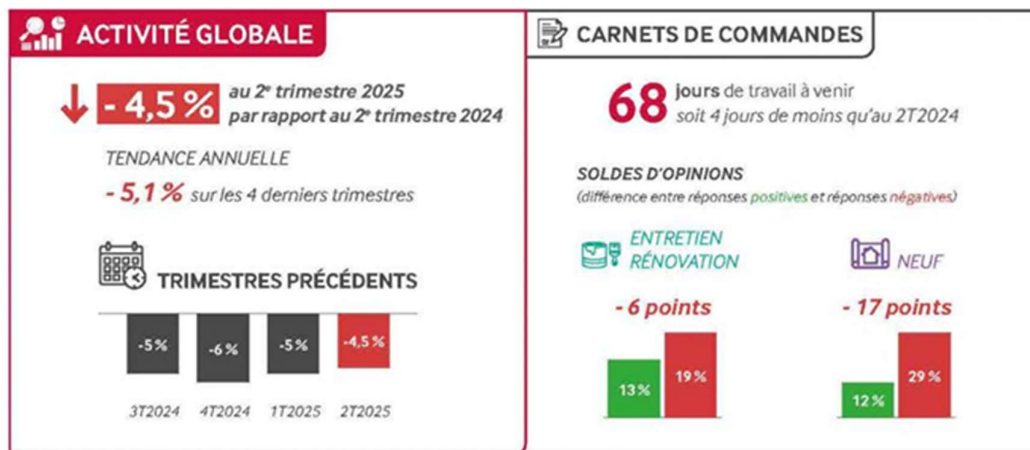
Au deuxième trimestre 2025, l'opinion sur leur trésorerie des chefs d'entreprise de plus de dix salariés se maintient à sa moyenne historique, alors que les délais de paiement de leurs clients s'allongent un peu sur un trimestre.

Par ailleurs, le taux de marge opérationnelle des entreprises de construction abandonne 0,3 point de pourcentage entre les deuxièmes trimestres 2024 et 2025, situation qui risque de perdurer au regard de l'érosion des perspectives des prix bâtiment à trois mois déclarés par les chefs d'entreprises de plus de dix salariés fin août.

Octobre 2025

5. La note de conjoncture : L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES ARTISANALES DU BÂTIMENT

Un repli durable de l'activité - 2e TRIMESTRE 2025 (CAPEB)



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

TRÉSORERIE

20 % des entreprises signalent un besoin de trésorerie
contre 23 % au même trimestre de l'année précédente.
Le montant moyen des besoins de trésorerie est de 30 000 €.

MARGES

↓ 18 % déclarent une baisse **↑ 12 %** déclarent une hausse

MÉTIERS - 2T2025 par rapport au 2T2024



ÉLECTRICITÉ

↓ - 3 %



COUVERTURE-
PLOMBERIE-
CHAUFFAGE

↓ - 3,5 %



AMÉNAGEMENT-
DÉCORATION-
PLÂTRERIE

↓ - 4,5 %



MAÇONNERIE

↓ - 5 %



MENUISERIE-
SERRURERIE

↓ - 5,5 %

ACTIVITÉ RÉGIONALE

2T2025 par rapport au 2T2024

- 4,5 %
BRETAGNE

- 9 %
CENTRE VAL-DE-LOIRE

- 6,5 %
NOUVELLE-AQUITAINE

- 5 %
PAYS-DE-LA-LOIRE
OCCITANIE



- 2,5 %
HAUTS DE FRANCE

- 5,5 %
ÎLE-DE-FRANCE

- 3 %
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

- 4 %
NORMANDIE
GRAND-EST
AUVERGNE RHÔNE-ALPES
PACA + CORSE

EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES ARTISANALES DU BTP

↓ - 3,4 %

au 1^{er} trimestre 2025
par rapport au 1^{er} trimestre 2024

AU 1^{er} SEMESTRE 2025

13 % des entreprises ont cherché à recruter

7 % ont réussi à recruter

AU 2^e SEMESTRE 2025

7 % des entreprises envisagent de recruter

12 % envisagent de licencier ou ne pas reconduire certains contrats

6. Baromètre Conjoncture Travaux Publics et Paysage (CNATP)

Conjoncture Octobre 2025



"A combien estimez-vous votre carnet de commandes en semaine"



Travaux Publics

Paysagistes



$$\bar{X} = \frac{(X_1 + X_2 + \dots + X_n)}{(n)} =$$

12,52 semaines
13,96/Oct24 13,2/Oct23
14,54/Oct22 - 15,4/Oct21 - 17/Oct20

15,07 semaines
18,62/Oct24 15,7/Oct23
18,18/Oct22 - 16,8/Oct21 - 15,6/Oct20

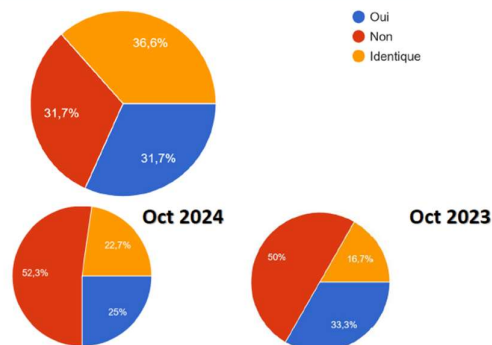
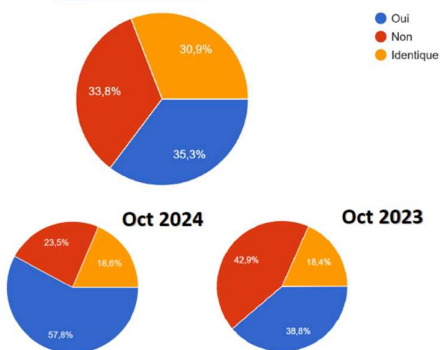
Conjoncture Octobre 2025



Ce carnet de commande est-il en baisse par rapport à 2024 ?

Travaux Publics

Paysagistes

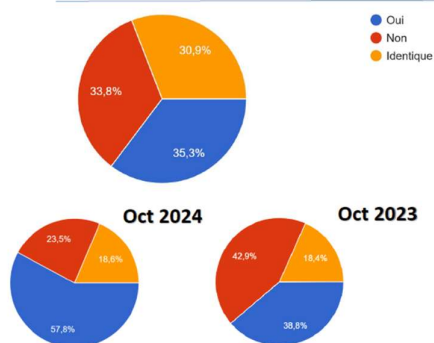


Conjoncture Octobre 2025

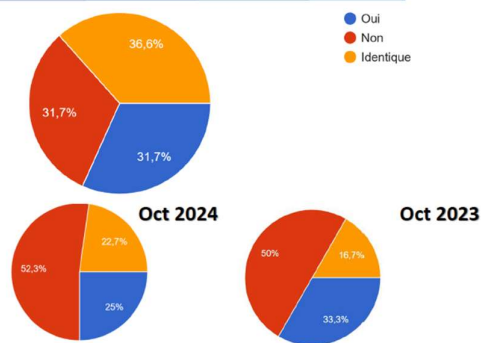


Ce carnet de commande est-il en baisse par rapport à 2024 ?

Travaux Publics



Paysagistes



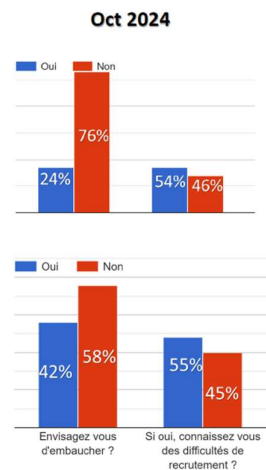
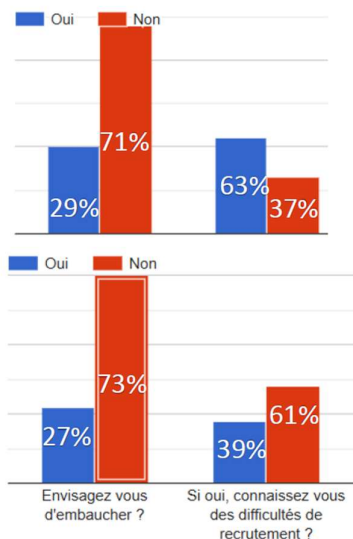
Conjoncture Octobre 2025



Travaux Publics



Paysagistes



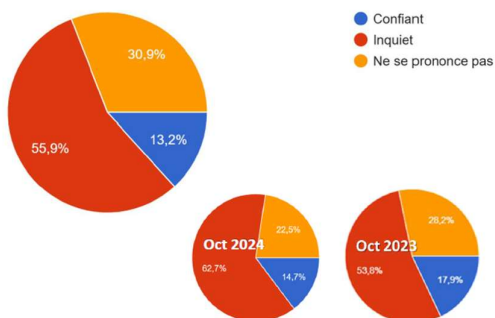
Conjoncture Octobre 2025



Votre ressenti pour 2026 ?



Travaux Publics



Paysagistes

